



**PRÉFET  
DE LA LOIRE-  
ATLANTIQUE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction de la coordination des politiques  
publiques et de l'appui territorial**

**ARRÊTÉ n°2024/ICPE/440 de liquidation partielle d'une astreinte journalière  
Société YARA France à Montoir-de-Bretagne  
Installations Classées pour la Protection de l'Environnement**

**LE PREFET DE LA LOIRE-ATLANTIQUE**

Chevalier de la Légion d'honneur  
Officier de l'ordre national du Mérite

**Vu** le code de l'environnement, et notamment ses articles L.171-7, L.171-8, L.172-1, L.511-1 et L.514-5 ;

**Vu** le SDAGE Loire Bretagne et le SAGE Estuaire de la Loire ;

**Vu** l'arrêté préfectoral délivré le 22 janvier 1993 à la société HYDRO AGRI FRANCE autorisant la poursuite de l'exploitation de l'usine de Montoir-de-Bretagne ;

**Vu** l'arrêté préfectoral complémentaire délivré le 31 juillet 2003 à la société HYDRO AGRI FRANCE modifiant les prescriptions applicables pour l'exploitation de son usine de Montoir-de-Bretagne, notamment, l'article 48.1 figurant en annexe ;

**Vu** le récépissé de changement d'exploitant du 17 mai 2004 de la société HYDRO AGRI FRANCE vers la société YARA France ;

**Vu** l'arrêté préfectoral du 19 décembre 2011 mettant en demeure la société YARA France de respecter les prescriptions des articles 41 et 48.1 figurant en annexe de l'arrêté préfectoral du 31 juillet 2003 ;

**Vu** l'arrêté préfectoral du 12 décembre 2019 rendant redevable la société YARA France d'une astreinte journalière d'un montant journalier de 150 euros jusqu'à satisfaction de la mise en demeure signifiée par l'arrêté préfectoral du 19 décembre 2011 susvisé ;

**Vu** les résultats d'autosurveillance de la qualité des eaux rejetées transmis par la société YARA France via l'application informatique GIDAF ;

**Vu** le projet d'arrêté porté à la connaissance de la société YARA France par courrier du 25 novembre 2024 ;

**Vu** l'absence d'observations de l'exploitant ;

**Considérant** que les résultats d'autosurveillance des rejets d'eaux pluviales transmis via l'application informatique GIDAF mettent en évidence des dépassements significatifs des valeurs limites de rejet fixée à l'article 48.1 figurant en annexe de l'arrêté préfectoral du 31 juillet 2003 (soit 75 kg/j en azote et 8 kg/j en phosphore). Entre le 1<sup>er</sup> janvier 2024 et le 30 septembre 2024, 212 dépassements en azote et 5 dépassements en phosphore sont constatés ;

**Considérant** que, dans ces conditions, l'exploitant ne respecte pas les dispositions de l'arrêté de mise en demeure du 19 décembre 2011 susvisé ;

**Considérant** qu'en application des dispositions de l'article 1 de l'arrêté préfectoral du 12 décembre 2019, il y a lieu de liquider partiellement le montant de l'astreinte administrative journalière à l'encontre de la société YARA France ;

**Considérant** que les rejets en azote et en phosphore sont préjudiciables pour la qualité des milieux récepteurs, notamment via les phénomènes d'eutrophisation qu'ils peuvent provoquer ou être un facteur de prolifération des algues vertes ;

**Considérant** que les efforts de réduction demandés concernant les rejets d'azote en mer issus des cours d'eau figurent dans le SDAGE Loire-Bretagne ;

**Sur** proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la préfecture de la Loire-Atlantique par intérim,

## ARRÊTE

**Article 1** – L'astreinte administrative journalière prise à l'encontre de la société YARA France, exploitant une usine de fabrication d'engrais solides à base de nitrate d'ammonium située sur le territoire de la commune de Montoir-de-Bretagne – Rue de la Goélette, est liquidée partiellement pour la période du 1<sup>er</sup> janvier 2024 au 3 septembre 2024, soit **trente deux mille cinq cent cinquante euros (32 550 €)** correspondant à 217 jours (pour les eaux pluviales : 212 jours de dépassement de la valeur limite d'émission en azote et 5 jours de dépassement de la valeur limite d'émission en phosphore) à cent-cinquante euros (150 €).

À cet effet, un titre de perception d'un montant de **TRENTE DEUX MILLE CINQ CENT CINQUANTE EUROS** est rendu immédiatement exécutoire auprès du Directeur Régional des Finances Publiques (DRFiP).

La somme liquidée ne pourra pas être restituée à l'exploitant.

Le Préfet pourra de nouveau procéder à une liquidation partielle ou totale par voie d'arrêté préfectoral jusqu'à satisfaction du respect des dispositions visées par l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 19 décembre 2011.

**Article 2** – La présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction.

Elle peut faire l'objet, par l'exploitant :

- d'un recours administratif (gracieux auprès de son auteur ou hiérarchique auprès du Ministère chargé de l'environnement (246 Boulevard Saint-Germain, 75007 Paris), dans un délai de deux mois à compter de sa notification. L'exercice d'un recours gracieux ou d'un recours hiérarchique suspend le délai du recours contentieux ;
- d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Nantes (6 allée de l'Île Gloriette, 44041 Nantes Cedex), soit directement dans le délai de deux mois à compter de sa notification, soit suivant le rejet d'un recours gracieux ou hiérarchique, issu de la notification d'une décision expresse ou par la formation d'une décision implicite née d'un silence gardé deux mois par l'administration.

La juridiction administrative compétente peut aussi être saisie par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

**Article 3** – Le présent arrêté sera notifié à la société YARA France par lettre recommandée avec accusé de réception, publié sur le site internet de la Préfecture de la Loire-Atlantique et une copie sera adressée au maire de la commune du Montoir-de-Bretagne.

**Article 4** – Le secrétaire général de la préfecture de la Loire-Atlantique par intérim, le sous-préfet de Saint-Nazaire, la directrice régionale de l'environnement de l'aménagement et du logement (DREAL) des Pays de la Loire, la directrice régionale des finances publiques des Pays de la Loire, le Maire de la commune de Montoir-de-Bretagne, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Saint-Nazaire, le  
LE PRÉFET,

19 DEC. 2024

Pour le préfet et par délégation,  
Le secrétaire général par intérim,  
sous-préfet de Saint-Nazaire,



Eric de WISPELAERE

